

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N° 0188/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE  
Du 03/04/2019

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 03 AVRIL 2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du 03 Avril 2019 tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

**Madame KOUASSI AMENAN HELENE épouse DJINPHIE,**  
Président;

**Madame ABOUT OLGA N'GUESSAN,** Messieurs **N'GUESSAN K. EUGENE, DOUKA CHRISTOPHE, EMERUWA EDJIKEME,** Assesseurs ;

Affaire:

**Monsieur YAPI SEKA GERMAIN**

Avec l'assistance de Maître **KOUAME BI GOULIZAN VIVIEN,**  
Greffier;

C/

**LA SOCIETE AFRIQUE EMERGENCE  
ET INVESTISSEMENT DITE AE & I  
S.A**

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

-----  
**DECISION  
CONTRADICTOIRE**

**Monsieur YAPI SEKA GERMAIN,** né le 20-12-1975 à BECEDI-ANON, Agent commercial, de nationalité ivoirienne demeurant à Attécoubé quartier Agban, téléphone : 45-70-70-10 ;

Déclare monsieur YAPI SEKA GERMAIN  
irrecevable en son action pour défaut de  
tentative de règlement amiable préalable ;

Demanderesse;

Le condamne aux dépens de l'instance.

Et ;

D'une part ;

**LA SOCIETE AFRIQUE EMERGENCE ET INVESTISSEMENT DITE AE & I,** Société Anonyme avec conseil d'Administration au capital de 1.180.000.000 F CFA, dont le siège social est sis à Abidjan Cocody les II Plateaux Angré Latrille 26, Résidence Bel Horizon, 20 BP 689 Abidjan 20, téléphone : 24-39-21-12 ;

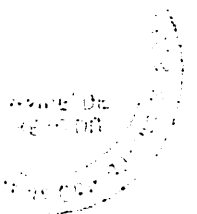
Défenderesse;

D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 24 janvier 2019, l'affaire a été appelée et renvoyée au mercredi 30 janvier 2019 devant la 3<sup>e</sup> chambre pour attribution;

Le dossier a subi plusieurs renvois dont le dernier est intervenu le 27 février 2019 pour la défenderesse ;





A cette audience, le dossier a été mis en délibéré pour décision être rendue le 03 avril 2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré comme suit ;

### **LE TRIBUNAL,**

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Suivant exploit d'huissier en date du 14 janvier 2019, monsieur YAPI SEKA GERMAIN a fait servir assignation à la société AFRIQUE EMERGENCE ET INVESTISSEMENT dite AE&I d'avoir à comparaître devant le tribunal de ce siège, le 24 janvier 2019, aux fins d'entendre:

-condamner la société AFRIQUE EMERGENCE ET INVESTISSEMENT dite AE&I à lui payer les sommes de quatre millions trois cent soixante-quatorze mille cinq cent (4.374.500) francs CFA représentant le montant qu'elle lui a versé pour la location de 10 magasins et un million (1.000.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

-ordonner l'exécution provisoire de la décision nonobstant toutes voies de recours;

Au soutien de son action, monsieur YAPI SEKA GERMAIN expose que le 16 décembre 2016, il a conclu avec la société AFRIQUE EMERGENCE ET INVESTISSEMENT dite AE&I, un contrat de bail à usage professionnel portant sur dix (10) magasins sis à Abidjan commune d'Abobo en face du nouveau Palais de justice ;

Il ajoute qu'à cet effet, il a émis au profit de la défenderesse, plusieurs chèques d'un montant total de quatre millions trois cent soixante-quatorze mille cinq cent (4.374.500) francs CFA ;

Il fait savoir qu'en exécution dudit contrat, la défenderesse lui a remis les clés des magasins, toutefois, contre toute attente, lesdits magasins ont été ouverts et redistribués à de nouveaux acquéreurs, comme l'atteste le procès-verbal de constat en date du 1<sup>er</sup> mars 2018;

Il allègue que toutes les démarches entreprises pour se voir attribuer les locaux ou se faire restituer la somme de 4.374.500 francs CFA qu'il a versée sont demeurées vaines ;

C'est pourquoi, il demande au tribunal de condamner la société



AFRIQUE EMERGENCE ET INVESTISSEMENT dite AE&I à lui restituer la somme de 4.374.500 FCFA et à lui payer la somme d'un million 1.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts ;

La défenderesse n'a pas comparu et n'a pas fait valoir de moyens de défense ;

Conformément aux dispositions de l'article 52 alinéa 4 du code de procédure civile, commercial et administrative, le tribunal a invité les parties à faire des observations sur l'irrecevabilité de l'action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable qu'il soulève d'office ;

### **DES MOTIFS**

#### **EN LA FORME**

##### **Sur le caractère de la décision**

La société AFRIQUE EMERGENCE ET INVESTISSEMENT dite AE&I a été assignée à son siège social ;

Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

##### **Sur le taux du ressort**

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce : « *Les tribunaux de commerce statuent : -En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs CFA ou est indéterminé.*

*-En premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA » ;*

En l'espèce, la demanderesse prie le tribunal de condamner la société AFRIQUE EMERGENCE ET INVESTISSEMENT dite AE&I à lui restituer la somme de 4.374.500 FCFA et à lui payer la somme d'un million 1.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts ;

L'intérêt du litige étant inférieur à 25.000.000 FCFA ;

Il y a lieu de statuer en premier et dernier ressort ;

##### **Sur la recevabilité de l'action**

Aux termes de l'article 5 nouveau de la loi organique n°2016-1110 du 08 Décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce : « *la tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du tribunal*



*de commerce et se tient entre les parties elles-mêmes ou avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation »*

En outre, l'article 41 dernier alinéa de la même loi dispose que : « *si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable* » ;

Il résulte de ces dispositions légales que la saisine du tribunal de commerce est soumise à une condition préalable de tentative de règlement amiable par les parties avant toute saisine du tribunal, sous peine d'irrecevabilité de l'action ;

En l'espèce, pour faire la preuve du règlement amiable préalable à la saisie de la juridiction de céans, le demandeur se fonde sur un courrier en date du 07 février 2019 ayant pour objet : *"lettre de règlement amiable préalable"* ;

Le tribunal constate à l'analyse que ledit courrier est une invitation de monsieur YAPI SEKA GERMAIN adressée à la société AE&I en vue de régler de façon amiable le litige qui les oppose ;

Toutefois, ledit courrier a été rédigé le 07 février 2019 et réceptionné à la même date par la défenderesse alors que monsieur YAPI SEKA a saisi le tribunal le 14 janvier 2019, en atteste l'acte d'assignation produit ;

Il s'en induit que monsieur YAPI SEKA GERMAIN a initié la tentative après la saisine du tribunal de céans ;

Or, la tentative de règlement amiable est un préalable obligatoire pour initier la présente action ;

Des lors, il y a lieu, en application des textes précités, de déclarer monsieur YAPI SEKA GERMAIN irrecevable en son action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

### **Sur les dépens**

Monsieur YAPI SEKA GERMAIN succombant, il doit être condamné aux dépens de l'instance ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier et dernier ressort ;

Déclare monsieur YAPI SEKA GERMAIN irrecevable en son action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

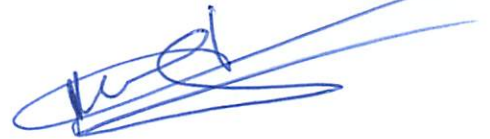




Le condamne aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER



N° Qc: 00282816

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 06 JUN 2019  
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 43  
N° 890 Bord. 342.1 01

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre



[illegible]

August 15